



Sud Éducation Calvados
12 rue du colonel Rémy
14000 CAEN
02 31 24 23 36 - 06 52 45 31 45
Courriel : sudeduc14@free.fr
Site : www.sudeduc14.fr



Déclaration de SUD éducation : CAPD du 4 juillet 2024

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes à quelques jours du second tour des élections législatives, la situation politique est d'une gravité exceptionnelle puisque le Rassemblement national pourrait devenir majoritaire à l'Assemblée nationale. Les personnels craignent que le prochain ou la prochaine Ministre de l'Éducation nationale soit issu-e de l'extrême droite. **Le Rassemblement national est un danger pour l'école, pour les élèves, pour les personnels mais aussi pour les libertés publiques et la démocratie. Dans les pays qui ont vu l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, les violences racistes, sexistes, LGBTQIphobes et validistes se sont accrues, la démocratie et les libertés publiques ont reculé. L'école est déjà mal en point, la politique du RN pourrait lui porter un coup fatal.**

Nous ne comptons plus les alertes des organisations syndicales : à force de reprendre le programme du RN, le gouvernement et le ministère de l'éducation nationale ont contribué à faire accepter son programme et ses idées dans l'opinion publique : la loi immigration, l'expérimentation de l'uniforme, le SNU ou encore les mesures du Choc des Savoirs, dont se félicitait Roger Chudeau, en sont des illustrations.

De même, le RN se nourrit de la colère et de la désespérance sociale : le ministère a méthodiquement accablé l'école et ses personnels : avec la réforme Blanquer, avec Parcours sup', avec la destruction du lycée professionnel, avec la loi Rilhac, avec le Choc des Savoirs. Toutes ces réformes impopulaires, imposées contre l'avis des personnels, ont dégradé les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves. Elles ont abîmé notre démocratie, elles ont nié la parole des organisations syndicales et ont enlevé toute légitimité à la parole publique.

SUD éducation participe depuis 2022 à une campagne intersyndicale contre l'extrême droite avec la FSU, le SE-UNSA, la CFDT et la CGT éducation. Nous avons alerté sur le danger que constitue la montée de l'extrême droite que nous avons observée, y compris au sein de l'Éducation nationale, nous avons également sollicité pour protéger davantage les personnels, les élèves et l'école. Or, le ministère n'a pas entendu nos alertes.

Pire encore, vous avez poursuivi votre action avec les mêmes méthodes sur le sujet de la réforme de la formation initiale. Les difficultés de recrutement nécessitent une réforme qui permette à un plus grand nombre d'étudiant-es de passer le concours. C'est pourquoi SUD éducation est très favorable au passage du concours à bac+3. Néanmoins, vous avez réussi l'exploit de rendre cette réforme des plus impopulaires. Alors que les échanges avaient commencé en amont, en novembre 2023, le travail sur la réforme a été retardé par l'autorité politique pour préserver des effets de communication. Pour SUD éducation, il est intolérable de subordonner l'intérêt public, celui de l'école, à des stratégies de communication du Président de la République ou de son Premier ministre.

Les réunions de travail sur la réforme ont donc eu lieu trop tardivement puisque le projet était déjà ficelé et sans mandat de l'Éducation nationale pour négocier sur les aspects les plus problématiques de la réforme, en particulier le statut des étudiant-es de M1 lauréat-es du concours, jusqu'à l'annonce in extremis du retour au projet initial, celui de garantir deux années de formation sous statut de fonctionnaire stagiaire pour les lauréat-es du concours. Nous nous réjouissons de ce revirement du gouvernement puisque cette mesure va participer à redonner de l'attractivité à nos métiers, et à améliorer considérablement les conditions d'entrée dans le métier.

On constate toutefois que, les personnels des Inspe et de l'enseignement supérieur ont été mis de côté dans la construction de la réforme. Il est invraisemblable de mettre en oeuvre une réforme d'envergure début juillet. Cette manière de procéder témoigne du plus grand mépris du ministère et du gouvernement envers les personnels et leurs représentant-es que sont les organisations syndicales. En traitant ainsi les organisations syndicales, le ministère accroît la colère sociale et délégitime les acteurs de la démocratie que sont les syndicats.

Avec cette méthode, le ministère aggrave chez les personnels de l'Éducation nationale et des universités le sentiment de défiance envers les institutions démocratiques, cela participe au vote d'extrême droite. Le gouvernement actuel en portera la responsabilité.